

La Gouvernance de l'Information numérique face aux défis de 2025



Le 14^{ème} rapport de la Gouvernance de l'information numérique met en évidence une transformation en profondeur des stratégies des organisations entre innovations, contraintes budgétaires et montée en puissance de l'IA.

Chaque année, depuis 14 ans, le cabinet Serda Conseil et Archimag publient un rapport sur la gouvernance de l'information (GI) numérique, offrant ainsi une photographie des tendances clés et des priorités. Pour réaliser ce 14^{ème} rapport annuel, Serda-Archimag a mené préalablement l'enquête auprès de plus de 300 organisations, publiques et privées, de toutes tailles et de tous secteurs d'activités.

En 2025, les projets de la Gouvernance de l'information numérique poursuivent leur progression : 78 % des organisations déclarent avoir des réalisations en cours ou prévues, ce qui marque une reprise après un ralentissement en 2024. Mais l'approche a changé : les déploiements globaux trop gourmands en ressources et budget cèdent la place à des modèles partiels et pragmatiques.

Les organisations privilégient une approche pragmatique

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : La gouvernance "globale" n'enregistre qu'un

léger frémissement (+1 point), tandis que les initiatives "partielles" progressent de manière bien plus significative (+8 points).

Plutôt que de se lancer dans des programmes ambitieux et transverses, elles avancent à petits pas, en testant sur des périmètres ciblés – par métier, par fonction ou par domaine d'activité. Une stratégie d'expérimentation, assumée, qui leur permet de construire progressivement des feuilles de route cohérentes et ajustées aux réalités du terrain.

Loin d'être un repli frileux, cette approche "par morceaux" s'impose comme un modèle efficace. Elle permet de valoriser les premiers résultats, de documenter les réussites via des retours d'expérience, et surtout de fédérer les métiers autour de projets concrets. En filigrane, une vision structurée se dessine, soutenue par une roadmap unique, où chaque étape vient renforcer la crédibilité et la légitimité du projet global.

Toutefois, ces chiffres illustrent parfaitement l'ambiance générale de morosité, voire d'inquiétude qui règne actuellement dans beaucoup d'organisations : 48 % des répondants estiment que les contraintes budgétaires représentent un frein majeur à leurs ambitions numériques. Les baisses de l'investissement se traduisent par la nécessité de prioriser les projets, d'allouer les ressources de manière optimale et de rechercher des solutions rentables à court terme.

La sécurité de l'information, un enjeu central

Devenue essentielle, voire critique, la sécurité de l'information s'installe durablement à la deuxième place avec un score de 66 %, soit 9 points de plus sur 2 ans.

Quelques chiffres : selon le Rapport annuel sur la cybercriminalité 2024, publié par le ministère de l'Intérieur, les atteintes numériques ont augmenté de 40 % sur les cinq dernières années et concernent les citoyens, les entreprises,

notamment les PME et les institutions publiques. De même, l'ANSSI rapporte qu'entre le 8 mai 2024 et le 8 septembre, on a dénombré 548 événements de cybersécurité affectant des entités en lien avec l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Cette progression constante s'explique notamment par l'élargissement des usages numériques dans tous les aspects de la société, mais aussi par une professionnalisation accrue des cybercriminels. Face à cette situation, la priorité est donnée aux outils garantissant la sécurité des accès et des données sensibles. La conformité réglementaire, notamment avec le RGPD reste également un levier clé pour structurer les stratégies.

L'irrésistible ascension de l'IA

L'intelligence artificielle (IA) s'impose comme le sujet incontournable de l'année. Si seulement 10 % des organisations l'ont déjà intégrée dans leurs dispositifs, les projets annoncés laissent entrevoir une adoption accélérée dans les années à venir.

L'IA est perçue comme un levier d'efficacité dans plusieurs domaines :

- GED/ECM avec l'automatisation du classement et de l'indexation documentaire. 14 % des organisations répondantes, déclarent l'avoir utilisée dans ce domaine, et si on ajoute la part des projets annoncés (projets engagés et prévus), le taux atteint 50 % pour 2025.
- Analyse prédictive, pour mieux anticiper les risques.
- Traitement de gros volumes de données, notamment dans les services métiers.

Pour beaucoup, les bénéfices de l'IA mis en avant, portent surtout, sur « la gestion des données et des documents » (repérage, lutte contre la fraude...) pour 58 % des répondants ou pour faciliter « les usages quotidiens des collabora-

teurs » pour 55 % (+ 16 points par rapport à 2024).

On y voit évidemment l'installation quotidienne d'outils comme Gemini, ChatGPT ou Mistral AI dans nos espaces de travail. Ils ont pris leur place comme assistants pour aider à la rédaction ou à la traduction de texte, pour des réponses automatisées ou des briefs...

Mais pour d'autres, l'IA chamboule leurs pratiques (44 %), avec parfois un sentiment "d'impact négatif".

Il est donc urgent que les organisations se saisissent du sujet pour ne pas se laisser dépasser par les pratiques de leurs collaborateurs et prennent en compte les questions éthiques, de confidentialité et de sécurité lors de l'utilisation de l'IA dans tous les domaines de la gouvernance de l'information.

Attentes prioritaires des utilisateurs : simplicité et cohérence

Les choix des répondants confortent le sentiment d'efficacité qui semble être la ligne directrice de 2025 au sein des entreprises et des organisations publiques.

Qu'on soit manager, décideur ou collaborateur, les priorités se rejoignent, elles sont même à égalité cette année ; elles visent avant tout des besoins de simplification et de mise en sécurité des informations et des accès. 90 % soulignent l'importance de la convivialité et l'harmonisation des outils.

La vraie différence porte sur « réduire le nombre des applications existantes » qui est un sujet pour 63 % seulement des décideurs et managers, mais que les collaborateurs plébiscitent de leur côté à hauteur de 76 % (soit 13 points de plus que pour les managers), et avec une progression de plus de 10 points en 1 an. Ils pointent la multiplication des solutions à laquelle ils sont confrontés quotidien-

ment et se plaignent de l'éparpillement des données de travail et du silotage qui en résulte, car ils y voient une perte de temps et d'efficacité au quotidien.

Si le besoin de simplification est fort, il s'accompagne aussi de demandes d'appui et de support pour permettre une meilleure appréhension des nouvelles pratiques de travail et des outils mis à disposition. « Accompagner le changement » qui reste un volet insuffisamment pris en compte dans le cadre des projets, est pourtant considéré comme « important » pour 78 % des organisations, voire « critique » pour 19 %.

La gouvernance responsable

Force est de constater, comme les années précédentes, que nous sommes encore loin de parler de « gouvernance responsable » car 4 % seulement des organisations ont réalisé un bilan carbone numérique en 2025 contre 6 % en 2024, un chiffre qui illustre une claire dépriorisation. La répartition entre secteurs confirme le recul de toutes les organisations : on perd des points autant dans le public que dans le privé.

Pourtant les obligations réglementaires sont en place :

- A partir de 2026, la loi Climat et Résilience promulguée en 2021 obligera les acheteurs publics à ajouter dans les appels d'offres au moins un critère RSE ;
- En parallèle, les collectivités ont l'obligation de mettre en place leur propre démarche RSE et celle qui concerne la sobriété numérique dans le cadre de la loi Reen promulguée le 15 novembre 2021 et de son décret d'application du 29 juillet 2022.

De même, les attentes croissantes des utilisateurs/citoyens soucieux de l'impact environnemental du numérique, de la consommation énergétique des infrastructures et de l'IA sont bien là.

L'adoption d'une stratégie numérique durable n'est plus une option mais une nécessité.

Si les efforts restent timides en 2025, l'espoir est que les prochaines années voient véritablement la situation changer.

En conclusion

L'avenir de la Gouvernance de l'information repose sur un équilibre subtil entre efficacité, sécurité et durabilité. ■

FACILITIES

d'après le 14^{ème} Rapport annuel
sur La Gouvernance de l'Information numérique
dans les organisations de SERDA Group

Principaux enjeux en matière de Gouvernance de l'Information numérique

